

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE

735 route de Villié Morgon – Zone Industrielle
69220 Belleville-En-Beaujolais

Références : UDR-SSDAS-25-7-ACA
Code AIOT : 0006103758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE implanté 735 route de villié Morgon 69220 Belleville-en-Beaujolais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE
- 735 route de villié Morgon 69220 Belleville-en-Beaujolais
- Code AIOT : 0006103758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société gachon récupération beaujolaise exerce une activité de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux. Une activité de dépollution et démontage de véhicules hors d'usages

(VHU) est également exercée sur le site, mais elle ne constitue pas l'activité principale de l'établissement. Les déchets reçus sur le site sont essentiellement des déchets métalliques, et dans une moindre mesure des déchets non dangereux issus d'activités économiques (papiers, cartons, bois, plastiques) et des VHU. L'établissement est également autorisé à recevoir des batteries de véhicules en transit et regroupement.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a également permis d'évoquer l'ancien site Gachon récupération beaujolaise situé au lieu-dit "Les Villards" à Belleville-en-Beaujolais.

L'exploitant a indiqué par ailleurs qu'un arrêté de consignation d'un montant de 13 000€ avait été pris pour la réalisation d'un dossier d'autorisation permettant de régulariser sa situation administrative sur ce site. L'exploitant ayant cessé définitivement ses activités au lieu-dit "Les Villards" au profit de l'établissement situé 735 route de Villié Morgon, cette consignation n'a plus lieu d'être. L'exploitant a précisé qu'il est toujours propriétaire de ce site et qu'actuellement il est occupé par des gens du voyage depuis environ 3 ans

Cependant, la cessation d'activité n'a pas été réalisée selon la réglementation ICPE. L'exploitant doit donc régulariser sa situation en :

- si cela n'a pas déjà été fait, notifiant à madame la préfète du Rhône la cessation définitive d'activité sur les parcelles au lieu-dit "Les Villards" ;
- prenant les mesures prévues pour la mise en sécurité du site (clôture, évacuation des déchets, suppression des risques incendie et explosion)
- en déposant un dossier de cessation définitive d'activité comprenant les différentes attestations nécessaires introduites depuis juin 2022 par la loi ASAP.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.5 et 5.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Propreté de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 2.1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Apports de déchets par le producteur initial	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2.4	Sans objet
6	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.6	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités devant faire l'objet d'action corrective dans les délais mentionnés dans le rapport, notamment :

- la mise en place d'un registre des déchets entrants et sortants conforme à la réglementation et la déclaration annuelle des déchets sur l'application Gerep ;
- la réalisation des analyses sur les eaux de surface et les eaux souterraines ;
- la réalisation de la campagne de bruit ;
- la régularisation vis à vis de la rubrique 2710 correspondant à l'apport de déchets par les producteurs initiaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Différents types d'effluents liquides et nombre de rejets
Prescription contrôlée : 5.2.1. Les eaux vannes Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront rejetées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de BELLEVILLE SUR SAONE. 5.2.2. Les eaux pluviales

Les eaux pluviales de toiture et des aires ordinaires collectées transiteront par un bassin de rétention avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Cette capacité sera indépendante de la réserve incendie.

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits et d'absorber les débits de pointe des eaux de ruissellement.

5.2.3. Les eaux résiduaires industrielles

L'activité ne mettra pas en oeuvre d'eaux industrielles dans le process.

Les eaux résiduaires industrielles provenant du lavage des sols, bennes, etc..., des voies et aires de circulation, des aires de stockage étanches ou du stockage des métaux vrac, tournures, véhicules hors d'usage, métaux en paquets susceptibles de contenir des hydrocarbures ou autres polluants devront être collectées dans un dispositif décanteur

déshuileur avec système autoblocant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, transiter par le bassin de rétention avant d'être rejetées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de BELLEVILLE SUR SAONE.

Cet ensemble sera muni d'un (ou plusieurs) regard (s) permettant de vérifier que les eaux résiduaires n'entraînent pas de liquides inflammables, huiles, etc.... Il sera mis en place dans le délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Ce dispositif sera fréquemment visité, maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé, aussi souvent qu'il sera nécessaire des boues et liquides retenus. En aucun cas, au cours de l'entretien, les boues et liquides retenus ne devront pas être rejetées dans le réseau et devront être éliminés comme des déchets (Cf. article 6 ci-après).

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bassin de rétention des eaux pluviales à l'extrémité ouest du site. Le jour de l'inspection le bassin était quasiment plein, exempt de végétation et la membrane semblait en bon état.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi régulier du contrôle de l'étanchéité de la membrane.

Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer que les eaux du bassin s'écoulent régulièrement afin que celui-ci ne déborde pas en cas de pluies importantes.

L'exploitant a précisé que les eaux de toiture étaient dirigées vers un fossé proche du portail d'entrée et étaient infiltrées, ce qui ne correspond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique également que le site est équipé de 3 décanteurs-déshuileurs : un décanteur de 6 000l et 2 plus petits à l'ouest du site à proximité du bassin. L'exploitant ajoute que 2 vannes d'isolement sont présentes.

L'Inspection a demandé à contrôler une des deux vannes d'isolement, celle située au centre-ouest du site ; l'exploitant a été en mesure de la manipuler. Toutefois la vanne n'est pas matérialisée.

L'exploitant doit également mettre en place une consigne sur l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées, comprenant notamment la manipulation de la vanne d'isolement (localisation, matériel pour fermer la vanne, sens de fermeture, ...).

L'exploitant a indiqué que les décanteurs déshuileurs étaient munis d'un système autobloquant avec alarme. Ce point n'a pas été vérifié. L'exploitant a présenté à l'Inspection le bon d'enlèvement des déchets des décanteurs, réalisé le 17/10/2024 par la société SARP. L'exploitant n'était pas en possession du BSD. L'Inspection a retrouvé cet enlèvement de déchets dans l'application Trackdéchets. L'exploitant doit veiller à récupérer les BSD de l'ensemble de déchets dangereux qu'il évacue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Demande n° 1 : sous trois mois l'exploitant transmet à l'Inspection le plan des réseaux d'eaux et justifie du respect de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997. Dans le cas contraire, si la modification est notable, un dossier de porter à connaissance visant à demander la modification de cette prescription avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires pourra être nécessaire. A noter que le plan des réseaux doit comprendre a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Demande n°2 : sous trois mois, l'exploitant transmet à l'Inspection le dernier contrôle de bon fonctionnement du système autobloquant et de l'alarme des décanteurs déshuileurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de confiner les eaux d'extinction d'incendie, le bâtiment de tri de déchets industriels banals devra disposer d'une rétention minimum de 500 m3 pour un stockage maximum de 250 m3 de déchets non triés.</p> <p>Les eaux d'un éventuel incendie ne pourront être évacuées vers le réseau aboutissant à la station d'épuration qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet devra être conforme aux dispositions de l'annexe 1 ci-après en étalant, en tant que de besoin, leur rejet dans le temps. Dans le cas contraire, les eaux d'incendie devront être éliminées comme des déchets (cf article 6).</p>
<p>Constats :</p> <p>La capacité de rétention des eaux susceptibles d'être polluées est indépendante du bassin de rétention des eaux pluviales.</p> <p>La partie sud du site dispose de dalles bétonnées et l'Inspection a pu constater la présence d'un muret au niveau de la clôture ainsi qu'une pente au niveau de la zone de dépollution des VHU permettant en principe aux eaux susceptibles d'être polluées d'être maintenues dans cette zone sud.</p> <p>L'Inspection a pu constater la présence de déchets combustibles sur des zones non imperméabilisées (gaines électriques et limaille), ces déchets ne doivent pas être entreposés sur</p>

des zones non imperméabilisées compte-tenu des transferts dans le sol en cas d'incendie. L'exploitant déplace les déchets combustibles dans la zone sud sur les dalles bétonnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet des eaux
Prescription contrôlée : <p>Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la convention de rejet des eaux de son site avec le gestionnaire du réseau.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande n°3 : sous six mois, l'exploitant transmet la convention de rejet des eaux usées au réseau communal. Les eaux pluviales de toiture étant dirigées vers le bassin de rétention puis le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.5 et 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés et surveillance des rejets
Prescription contrôlée : <p>5.5.1. Les effluents devront être exempts:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, <p>de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> <p>ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</p> <p>5.5.2. Les caractéristiques des rejets des eaux résiduaires industrielles (lavage de sols, aires susceptibles d'être polluées) en sortie du décanteur déshuileur seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.</p>

<p>Le dispositif de rejet devra être aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité.</p> <p>L'exploitant fera procéder tous les ans, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent résiduaire industriel rejeté. L'analyse portera sur la totalité de paramètres mentionnés à l'article 5.5.2.</p> <p>Elle sera effectuée par un organisme dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle du respect du cahier des charges VHU du 27/06/2024 réalisé par la société Certinormes indique que l'exploitant n'avait pas réalisé d'analyse des eaux résiduaires. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le contrôle était prévu le 27/11/2024 mais qu'il n'était pas réalisé tous les ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4</u> : sous trois l'exploitant transmet les résultats de l'analyse des eaux résiduaires réalisées courant novembre 2024, accompagné, en cas de non-conformité, d'éléments justificatifs et d'un plan d'action.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'une analyse doit être faite chaque année.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Gestion des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>La cuve enterrée de 10 m³ à double enveloppe devra être munie, entre autre, d'une jauge de niveau et d'un limiteur de remplissage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve enterrée de 10 m³ mentionnée à l'article 5.7.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997 sert d'après l'exploitant au recueil des huiles usagées, liquides de refroidissement... L'Inspection rappelle à l'exploitant que les différentes typologies de déchets ne doivent pas être mélangées. D'autre part l'Inspection n'a pas pu constater la présence d'une jauge de niveau et d'un limiteur de remplissage de cette cuve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Demande n°5 : sous trois mois, l'exploitant transmet à l'Inspection un descriptif précis de la cuve et des déchets qu'elle peut contenir ainsi que les éléments justifiant du contrôle régulier des dispositifs de sécurité de la cuve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de refoulement d'eau potable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de protéger la conduite de refoulement d'eau potable d'alimentation des réservoirs de "la Plume" qui traverse le terrain, du Nord au Sud, en son milieu au niveau de l'ancien chemin rural des "Massues", une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation sera engazonnée et une hauteur minimale de un mètre devra être respectée entre la génératrice supérieure de la conduite et le niveau du sol. Des bordures de protection ainsi que deux passages de 5 mètres aménagés et traités en "chaussée lourde" clairement matérialisés délimiteront la circulation des véhicules et des engins. Une convention avec la mairie de BELLEVILLE SUR SAONE précise les modalités d'accès pour réparation, entretien ou remplacement de cette conduite et un jeu de clé du portail sera remis au fermier du réseau (cf Annexe 3).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que la conduite de refoulement d'eau potable ne traversait plus son site mais le longeait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant estime que cette modification est notable, un porter à connaissance explicitant cette modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires sera à transmettre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux souterraines, susceptible d'être polluée par l'établissement, fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. Au minimum, deux piézomètres seront mis en place, dont un en amont de l'établissement et un en aval. Dans ces piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués au minimum deux fois par an.</p> <p>Les analyses porteront au minimum sur les hydrocarbures, le pH, le carbone organique total (C.O.T.)</p>

<p>Le positionnement et le nombre de piézomètres seront déterminés en accord avec l'hydrogéologue coordonnateur départemental.</p> <p>La mise en place devra être réalisée dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne.</p> <p>Toute anomalie devra être signalée à l'inspection dans les meilleurs délais.</p> <p>En cas de pollution des eaux souterraines par l'exploitant, toutes dispositions devront être prises pour faire cesser le trouble constaté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des analyses qui doivent être réalisées a minima 2 fois par an sur les eaux souterraines.</p> <p>Les résultats doivent être renseignés dans l'application GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°6 : sous six mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les résultats de l'analyse des eaux souterraines réalisée au 1er semestre 2025 ainsi que les résultats des analyses effectuées ces 3 dernières années.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux de bruits limites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites de bruits à ne pas dépasser en limite de propriété, pour les différentes périodes de la journée sont fixées dans le tableau ci-après:</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la campagne de mesure de bruit, l'exploitant a indiqué qu'un devis avait été signé avec la société DEKRA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection les résultats de la campagne de mesure des niveaux de bruit, accompagné, en cas de non-conformité, d'éléments justificatifs et d'un plan d'action.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants et sortants et déclaration annuelle
Prescription contrôlée : Cf. articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 Article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre des déchets entrants et sortants correspondant aux éléments attendus aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Par ailleurs, l'exploitant n'a jamais procédé à la déclaration annuelle des déchets reçus et expédiés sur l'application GERP. L'Inspection rappelle que cette déclaration doit être réalisée chaque année avant le 31 mars pour l'année n-1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°7</u> : sous six mois, l'exploitant met en place un registre déchet respectant les prescriptions réglementaires pour les déchets entrants et sortants. Il procédera également à la déclaration des déchets traités sur son site pour l'année 2024 avant le 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Propreté de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'établissement
Prescription contrôlée : L'ensemble du site devra être maintenu propre, les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous contrôle de l'exploitant, seront aménagés et maintenus en bon état de propreté. (...)
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que le site n'était pas en état de propreté convenable. Sur les parties non imperméabilisées du site, de nombreux déchets de métaux sont entreposés et la pluie les lessivent dans le sol, l'Inspection a constaté de nombreuses traces de rouille sur le sol. Le nord du site est notamment composés de deux zones imperméabilisées de tri de DIB qui étaient très sales avec de nombreux déchets éparpillés dans les herbes qui jouxtent ces zones.

<p>L'exploitant doit remédier à ces problématiques en procédant au nettoyage complet de son site et en instaurant une procédure relative au nettoyage régulier des différentes zones du site. Comme indiqué dans le rapport d'inspection de 2017, seuls les déchets métalliques non souillés et ne présentant pas un risque de pollution peuvent être entreposés sur la partie du site non revêtue.</p> <p>Par ailleurs, devant le portail d'entrée se trouvait un tas de gravats (rubrique 2517 non classée), l'exploitant doit faire évacuer ce tas qui ne démontre pas d'un bon état de propreté des abords du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°8</u> : L'exploitant procédera au nettoyage complet de son site afin d'éviter toute pollution des milieux et en instaurera une procédure relative au nettoyage régulier des différentes zones du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Apports de déchets par le producteur initial

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2710</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que des déchets de métaux étaient apportés par des particuliers, or le site n'est pas autorisé à exercer cette activité, cette dernière n'est pas intégrée dans la liste des installations autorisées mentionnées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2014.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°9</u> : L'exploitant doit faire cesser l'apport de déchets de métaux par des particuliers. Le cas échéant, si l'exploitant souhaite poursuivre cette activité, il devra porter à la connaissance de madame la préfète du Rhône cette demande de modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>